

## Colombie-Britannique : horizon 2019–2020

### EN COLOMBIE-BRITANNIQUE, LE MARCHÉ DU LOGEMENT DONNE DES SIGNES D'ESSOUFFLEMENT

Selon les prévisions, la Colombie-Britannique devrait toujours mener les provinces en 2019 et en 2020 grâce à des hausses respectives de 2,2 % et de 3 % du PIB réel. Nous nous attendons aussi à un rythme de création d'emplois de 3 % cette année et de 1,5 % en 2020; à nouveau, la Colombie-Britannique devrait, dans un cas comme dans l'autre, surclasser les provinces. L'emploi à temps plein continue d'augmenter tendanciellement après un modeste repli au milieu de l'an dernier et dégage désormais un solide gain de 2,3 % par rapport à la période de janvier à mai 2018.

Les travaux consacrés au terminal d'exportation de GNL de Kitimat de 40 G\$\* continuent de dominer la conjoncture; or, nous prévoyons désormais une hausse progressive plus modeste qu'en avril grâce aux dépenses en immobilisations. Cette révision des prévisions s'explique par l'envergure du projet et par la tendance à accuser des retards dans les grands projets d'un océan à l'autre. On continue de s'attendre à des bonnes nouvelles dans les autres installations de GNL actuellement à l'étude.

Hors du mégaprojet de GNL, la construction non résidentielle est une autre bonne nouvelle pour les perspectives de la province. Les travaux consacrés au barrage du site C se poursuivent, et le projet de remplacement du pont Pattullo au coût de 1,4 G\$ a récemment été soumis à une évaluation environnementale. L'activité du secteur de la technologie, comme en témoigne le gain de 31,4 % de la Colombie-Britannique dans la production des technologies de l'information et des communications — ce qui est supérieur à toutes les autres provinces —, est venue contribuer à des gains à deux chiffres sur un an dans l'investissement de la construction industrielle et commerciale partout à Vancouver, à Abbotsford-Mission et à Kelowna (graphique). Nous nous attendons à ce que les niveaux d'activité restent élevés cette année et l'an prochain dans ce secteur, même si les pénuries de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction pouvaient retarder le calendrier des projets.

Le marché du logement, qui pèse lourdement sur la croissance depuis 2018 sur fond de ralentissement induit par la hausse des taux d'intérêt et un ensemble de mesures officielles du gouvernement fédéral et des provinces, devrait se rétablir à mesure que l'année avance. En mai à Vancouver, les ventes de logements ont bondi de 23,9 % (en données désaisonnalisées sur un mois) — ce qui représente le gain mensuel le plus vigoureux depuis 2007 — et ont culminé à Victoria. Toutefois, même si mai représente un point tournant, les solides facteurs de la demande devraient étayer la croissance des revenus et la constitution des ménages pour donner lieu à d'autres gains dans l'achat de logements.

Malgré le fléchissement des ventes, la construction de logements reste vigoureuse. Les mises en chantier de logements à Vancouver ont atteint un sommet absolu en mai, les nouvelles inscriptions dans l'ensemble de la Colombie-Britannique ont augmenté considérablement au début de l'année, et les habitations achevées et non absorbées par habitant progressent constamment depuis le milieu de 2018 dans l'ensemble de cette province. Un stock plus considérable de logements disponibles par rapport à la période de relèvement des prix des logements en 2015-2016 devrait constituer un rempart contre l'effritement continu de l'accessibilité des prix alors que les ventes reviennent à la normale.

Par contre, la conjoncture commerciale de la Colombie-Britannique s'est détériorée. Les États-Unis continuent d'imposer des droits de douane sur les importations de bois d'œuvre résineux — l'un des principaux produits importés de cette province —, ce qui devrait peser sur la demande au sud de la frontière. En outre, les efforts de reboisement du domaine forestier dans la foulée de l'infestation du dendroctone du pin ponderosa et les graves incendies forestiers dans chacune des deux dernières années devraient aussi continuer de donner lieu à une réduction des limites et à une léthargie des stocks de billes de bois pour les entreprises qui exercent leurs activités dans le secteur des produits forestiers. Les tensions diplomatiques avec la Chine représentent un risque de baisse pour l'ensemble des exportations; or, elles sont surtout inquiétantes pour l'industrie touristique de la Colombie-Britannique, dans laquelle les résidents non américains interviennent pour une part croissante dans les séjours d'une nuit ou plus.

### RENSEIGNEMENTS

#### Marc Desormeaux, économiste, Provinces

416.866.4733

Études économiques de la Banque Scotia

[marc.desormeaux@scotiabank.com](mailto:marc.desormeaux@scotiabank.com)

### Colombie-Britannique

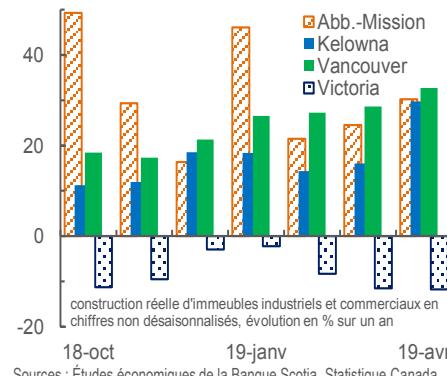
variation en %, sauf indication contraire

Conjoncture économique	17	18e	19p	20p
PIB réel	3,8	2,4	2,2	3,0
PIB nominal	6,9	4,4	4,2	5,7
Emploi	3,7	1,1	3,0	1,5
Taux de chômage en %	5,1	4,7	4,6	4,7
Mises en chantier de logements en milliers	44	41	44	37
Situation budgétaire	EF18	EF19	EF20	
Solde du budget, en % du PIB	0,1	0,1	0,1	
Dette nette, en % du PIB*	14,8	14,9	15,1	

PIB nominal prévu : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de la Colombie-Britannique.

### En Colombie-Britannique, l'investissement non résidentiel bondit



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

\* Sauf indication contraire, les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.

**Tableau des prévisions provinciales : synthèse**

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000–17	2.1	2.4	1.8	1.3	1.2	1.8	2.0	2.3	2.0	2.8	2.7
2017	3.0	0.9	3.5	1.5	1.8	2.8	2.8	3.2	2.2	4.4	3.8
2018e	1.9	-2.7	2.6	1.2	0.1	2.5	2.3	1.3	1.6	2.3	2.4
2019p	1.4	2.0	2.1	1.3	0.6	2.1	1.4	1.5	1.4	0.5	2.2
2020p	2.0	0.8	2.0	1.3	0.8	1.8	1.8	1.5	1.6	2.5	3.0
PIB nominal											
2000–17	4.3	5.6	4.2	3.3	3.4	3.7	3.9	4.4	5.4	5.9	4.7
2017	5.6	4.3	4.8	2.9	4.3	5.0	4.1	5.4	4.8	10.0	6.9
2018e	3.6	0.5	4.6	3.2	1.9	4.2	3.5	3.1	3.8	4.5	4.4
2019p	2.7	3.0	4.1	3.0	2.2	3.2	2.6	3.3	3.3	1.3	4.2
2020p	4.2	3.9	3.9	3.3	2.5	3.7	3.7	3.3	4.0	4.6	5.7
Emploi											
2000–17	1.4	0.6	1.1	0.6	0.4	1.3	1.3	1.0	1.1	2.2	1.5
2017	1.9	-3.7	3.1	0.6	0.4	2.2	1.8	1.7	-0.2	1.0	3.7
2018	1.3	0.5	3.0	1.5	0.3	0.9	1.6	0.6	0.4	1.9	1.1
2019p	2.1	1.9	1.4	2.3	0.5	1.5	2.5	1.2	1.6	1.0	3.0
2020p	1.0	0.2	0.8	0.3	0.2	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	1.5
Taux de chômage (%)											
2000–17	7.1	14.3	11.1	8.8	9.5	7.9	7.0	5.1	5.0	5.3	6.5
2017	6.3	14.8	9.8	8.4	8.1	6.1	6.0	5.4	6.3	7.8	5.1
2018	5.8	13.8	9.4	7.6	8.0	5.5	5.6	6.0	6.1	6.6	4.7
2019p	5.7	11.8	9.0	6.8	8.0	5.2	5.6	5.5	5.5	6.7	4.6
2020p	5.9	11.6	9.0	6.8	8.0	5.4	5.8	5.5	5.5	6.8	4.7
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000–17	200	2.5	0.8	4.3	3.4	44	72	5.2	5.2	34	29
2017	220	1.4	0.9	4.0	2.3	46	79	7.5	4.9	29	44
2018	213	1.1	1.1	4.8	2.3	47	79	7.4	3.6	26	41
2019p	202	1.0	0.9	3.9	2.1	46	69	6.8	3.2	26	44
2020p	199	1.3	0.8	3.8	2.0	41	72	6.0	4.8	30	37
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000–17	1,657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180
2017	2,041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235
2018	1,984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1,935	30	9	51	39	447	813	60	49	220	217
2020p	1,915	30	9	50	37	440	800	56	48	217	228
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2017	-18,957	-1,148	-1	151	-117	2,361	-2,435	-789	-1,218	-10,784	2,727
2018	-18,961	-911	1	230	67	2,622	-3,672	-695	-303	-8,023	301
2019e	-11,815	-522	14	28	5	2,500	-11,700	-470	-380	-6,711	374

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutrice découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de coches de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.